

# Un mode de scrutin malsain

THOMAS PHILIPPON

*Le Monde du 22 Mai 2002*

Il est anormal que 18 % des électeurs ne soient pas représentés à l'Assemblée nationale

POURQUOI utilisons-nous un système de vote aussi idiot ? Nous pensions avoir touché le fond avec l'élection présidentielle, mais il suffit de regarder de près les législatives pour se convaincre que le pire est encore à venir. Il y a aujourd'hui, en France, un parti qui peut décider du résultat des élections : le Front national.

Cette situation grotesque est rendue possible par l'application d'un mode de scrutin profondément malsain. Comme tout candidat qui obtient plus de 12,5 % des voix au premier tour est autorisé à se maintenir au second, il risque de se produire un très grand nombre de triangulaires : Le Monde (8 mai) a avancé le chiffre astronomique de 237 triangulaires impliquant un candidat du FN. De deux choses l'une : ou bien le FN retire ses candidats et la droite parlementaire l'emporte à coup sûr, ou bien il maintient tous ses candidats et la gauche peut espérer gagner. Au bout du compte, le FN obtiendra à peine une poignée de députés mais il aura effectivement entre les mains le résultat des élections.

Les effets pervers de ce système se propagent bien au-delà de l'élection elle-même et contaminent durablement la vie politique dans son ensemble. Qu'attendre de bon dès lors que la gauche a besoin de Le Pen pour gagner et que la droite se condamne à la défaite si elle refuse les alliances avec le FN ? Toute démocratie peut traverser des périodes de crise, et il peut arriver que les responsables des formations républicaines manquent de charisme. Il est possible que le tribun le plus éloquent soit un extrémiste dangereux. Nos institutions doivent être construites pour résister à ces turbulences. Si le 21 avril est un « séisme », comme on l'a écrit un peu à tort et à travers, alors nous devons nous assurer que les fondations de notre République sont antisismiques !

Il est naturel de commencer par abolir les triangulaires car elles n'assurent pas la légitimité du candidat élu. Pour s'en convaincre, on peut considérer l'exemple d'une triangulaire entre des candidats PS, UDF et FN. Supposons qu'à un contre un le candidat UDF l'emporte contre le candidat PS ou le candidat FN. Le candidat UDF devrait logiquement être élu ; il a pourtant de grandes chances d'être battu lors d'une triangulaire que le FN pourrait remporter bien que son candidat soit le moins légitime. C'est aberrant.

Une fois les triangulaires supprimées, on se retrouve dans la configuration de l'élection présidentielle. Si l'on souhaite conserver le scrutin à deux tours, la difficulté est de sélectionner les deux candidats les plus représentatifs. Comme on a pu le constater le 21 avril, il n'est pas toujours légitime de prendre les deux candidats arrivés en tête au premier tour. Fort heureusement, il existe une solution simple, appliquée en Irlande et en Australie, qui permet de sélectionner les candidats ayant l'assise démocratique la plus large. Cette méthode a d'ailleurs été recommandée par la commission présidée par Lord Jenkins et chargée par le gouvernement de Tony Blair de proposer une solution alternative au système utilisé actuellement en Grande-Bretagne (Independent Commission on the Voting System. Voir la page « Débats » du Monde du 30 avril).

Ces deux réformes - suppression des triangulaires et révision de la procédure de vote du premier tour - ne sont cependant pas suffisantes. Les triangulaires ont tendance à rééquilibrer les rapports de forces en donnant du pouvoir de négociation aux petits partis, ce qui est désirable, sauf à vouloir dégoûter durablement les Français de la politique. En d'autres termes, les triangulaires sont la mauvaise réponse à la bonne question, celle de la représentativité de l'Assemblée élue.

Autant il est malsain que le FN puisse décider du résultat des élections, autant il est anormal que 18 % des électeurs ne soient pas représentés à l'Assemblée nationale. Pour pallier cette injustice (qui ne frappe pas seulement le FN), on pourrait, comme en Allemagne, attribuer une centaine de sièges à la proportionnelle. Le problème de la sous-représentation des petits partis n'est pas propre à la France : il se pose pour les libéraux-démocrates en Grande-Bretagne et pour les écologistes aux Etats-Unis. En jouant sur les règles précises d'attribution des sièges, on peut corriger ce biais antidémocratique tout en assurant l'existence d'une majorité stable de gouvernement. Il me semble de toute façon préférable d'accueillir quelques députés frontistes à l'Assemblée plutôt que de laisser à Le Pen le rôle du martyr privé de ses sièges par un système supposé corrompu. La façon la plus efficace de lutter contre l'extrême droite est d'exposer au grand jour la bêtise de ses arguments ; les débats de l'Assemblée devraient être un élément de cet effort.

Un gouvernement est toujours hésitant à changer le mode de scrutin grâce auquel il vient d'accéder au pouvoir. Il serait donc utile que les principaux partis nous disent dès maintenant ce qu'ils comptent faire après le 16 juin.